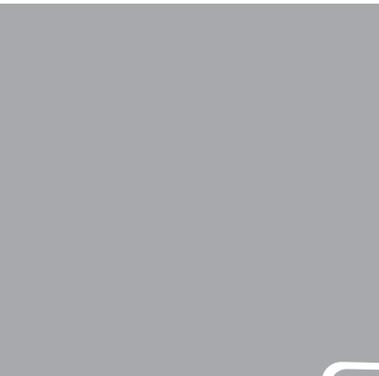




Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE



France

EIBIS 2016

Enquête du Groupe BEI
sur l'investissement
et le financement
de l'investissement
Synthèse par pays

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement en 2016 – Synthèse par pays : France

© Banque européenne d'investissement (BEI), 2016. Tous droits réservés.

À propos de l'enquête de la BEI sur l'investissement (EIBIS)

L'enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement est une étude annuelle sans équivalent menée dans l'ensemble de l'UE auprès de 12 500 entreprises. Elle permet de collecter des données sur les caractéristiques et les résultats des entreprises, sur leurs investissements antérieurs et leurs projets pour l'avenir, ou encore sur leurs sources ou leurs problèmes de financement, et sur les autres défis qu'elles doivent relever. Basée sur un échantillonnage stratifié, l'enquête EIBIS est représentative à l'échelle de l'ensemble des 28 États membres de l'UE, ainsi qu'au niveau des catégories d'entreprises de différentes tailles (des microentreprises aux grandes entreprises) et de quatre grands secteurs. Elle vise à rassembler un éventail d'observations permettant l'analyse de séries chronologiques, observations qui peuvent aussi porter sur le bilan et les comptes de résultats des entreprises.

L'enquête EIBIS est conçue et gérée par le département Analyses économiques de la BEI, avec le soutien conceptuel et opérationnel d'Ipsos MORI. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site suivant : <http://www.bei.org/eibis>.

À propos de la présente publication

La présente synthèse par pays s'inscrit dans une série s'intéressant à chacun des 28 États membres de l'UE. S'y ajoute une vue d'ensemble à l'échelle de l'Union européenne. Ces documents ont pour objet de fournir un aperçu des données qui soit facilement consultable. Aux fins de ces publications, les données sont pondérées en fonction de la valeur ajoutée afin de mieux refléter la contribution des différentes entreprises à l'activité économique. Contact : eibis@eib.org.

À propos du département Analyses économiques de la BEI

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir sa position, sa stratégie et ses politiques. Fort de 30 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

Principal contributeur à la présente publication

Christoph Weiss, BEI.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

À propos d'Ipsos Public Affairs

Ipsos Public Affairs travaille en étroite collaboration avec des autorités nationales, des services publics locaux et le secteur des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Son personnel, composé d'environ 200 chercheurs basés à Londres et à Bruxelles, étudie principalement des questions ayant trait aux politiques et aux services publics. Ces chercheurs disposent chacun de compétences spécialisées dans un domaine particulier du secteur public, de sorte qu'Ipsos Public Affairs possède une connaissance fine des domaines concernés et des enjeux stratégiques y afférents. Ces atouts, combinés à son savoir-faire en matière de méthodologie et de communication, permettent à ses travaux de recherche d'éclairer de manière décisive les décideurs et les collectivités.

ENQUÊTE EIBIS 2016 – SYNTHÈSE PAR PAYS

France

L'enquête annuelle du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement (EIBIS) est une étude menée dans toute l'UE auprès de 12 500 entreprises, qui rassemble des informations quantitatives sur les activités d'investissement des PME et des entreprises de plus grande taille, sur leurs besoins de financement et sur les difficultés auxquelles elles sont confrontées.

En sa qualité de banque de l'UE, le Groupe BEI répond à la nécessité d'accélérer l'investissement afin de renforcer la création d'emplois ainsi que la compétitivité et la viabilité à long terme dans les 28 États membres de l'Union européenne.

L'enquête EIBIS permet à la BEI de contribuer à apporter une réponse stratégique prenant dûment en compte les besoins des entreprises, en promouvant l'investissement.

Cette synthèse par pays présente une sélection de conclusions fondées sur des entretiens téléphoniques menés en 2016 (de juillet à octobre) auprès de 602 entreprises situées en France. **Note** : les résultats sont pondérés en fonction de la valeur ajoutée afin de refléter la contribution des entreprises à l'activité économique.

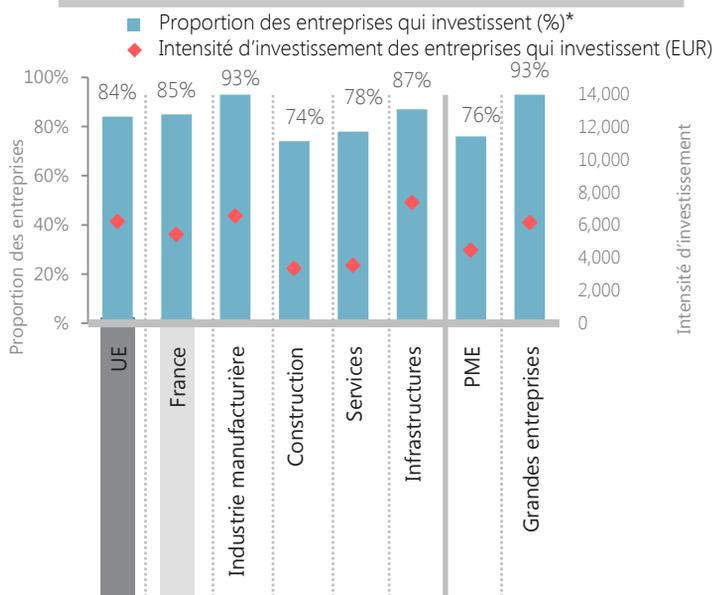
Principaux résultats

Perspectives d'investissement	Niveau d'investissement élevé, en progression : une forte proportion des entreprises (85 %) ont investi en 2015. Les perspectives d'investissement pour 2016 sont positives (sauf pour le secteur de la construction).
Activité d'investissement	Plus de la moitié des dépenses d'investissement sont destinées au remplacement d'installations : 56 % des investissements sont consacrés au remplacement de bâtiments, de machines, d'équipements et d'outils informatiques existants. Cependant, pour ce qui est des priorités d'investissement des entreprises à l'avenir, les nouveaux produits ou services figurent en tout aussi bonne place que le remplacement.
Déficit d'investissement	17 % des entreprises signalent avoir investi trop peu ces trois dernières années, tandis que 4 % seulement estiment avoir trop investi. Le pourcentage moyen de machines et équipements de pointe dont disposent les entreprises est bas, à 30 % (contre une moyenne de l'UE à 44 %), et, en moyenne, les entreprises affirment que 27 % de leur parc immobilier satisfait à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique (contre une moyenne de l'UE à 40 %).
Entraves à l'investissement	L'incertitude quant à l'avenir et à la réglementation du marché du travail sont les entraves à long terme à l'investissement les plus citées. Le manque de personnel possédant les compétences adéquates et la réglementation commerciale occupent également une place importante parmi les entraves mentionnées. Ces résultats sont similaires à ceux recueillis pour l'ensemble de l'Europe.
Financements externes	5 % des entreprises estiment avoir un accès limité aux financements. Ce chiffre correspond à la proportion des entreprises soit insatisfaites par le montant des financements qu'elles ont obtenus, qui ont vu leur demande rejetée, qui estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés ou qui ont été dissuadées de solliciter un financement. La moyenne de l'UE s'établit également à 5 %.
Résultats des entreprises	Les entreprises en France ont tendance à être plus productives que la moyenne de l'UE, notamment les entreprises des secteurs des services et des infrastructures.

DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

- 85 % des entreprises ont investi en 2015, ce qui est similaire à la moyenne de l'UE.
- Les PME, en particulier les petites entreprises, étaient moins susceptibles d'investir que les grandes entreprises.
- Les entreprises de l'industrie manufacturière étaient plus susceptibles d'investir que celles des secteurs de la construction et des services.

Activité d'investissement au cours du dernier exercice financier



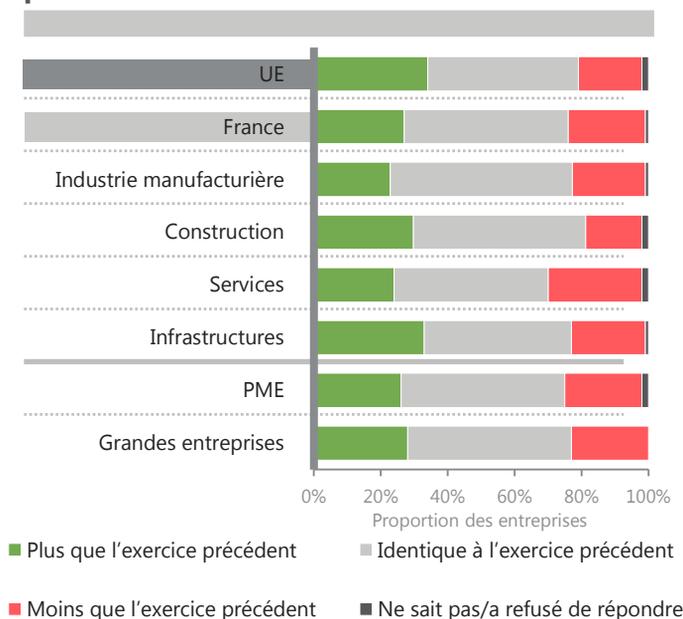
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

* Les barres bleues indiquent la proportion des entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.

Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement.

L'intensité d'investissement est l'investissement médian par employé réalisé par les entreprises qui investissent.

Activité d'investissement au cours du dernier exercice financier par rapport à l'exercice précédent



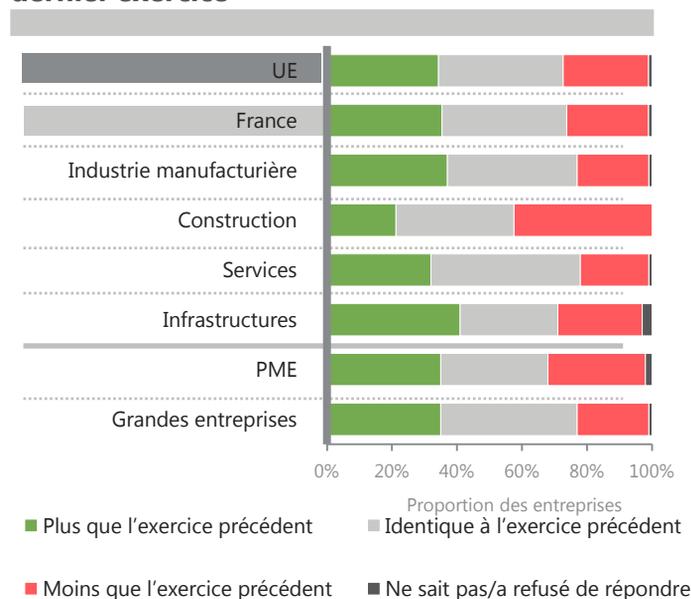
Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.

Q. D'une manière générale, s'agissait-il d'un montant d'investissement supérieur, inférieur ou semblable à celui de l'année précédente ?

- Par rapport à 2014, environ un quart (27 %) des entreprises ont renforcé leurs activités d'investissement en 2015 – ce chiffre est inférieur à la moyenne de l'UE de 34 % et est conjointement le plus bas dans toute l'Europe.
- 23 % des entreprises ont réduit leurs activités d'investissement en 2015, soit une proportion supérieure à la moyenne de l'UE de 19 %.
- Le solde d'investissement net, s'établissant à 4 % (moyenne de l'UE : 15 %), est le troisième plus faible de l'UE, après l'Estonie et la Roumanie.

- Pour 2016, 35 % des entreprises en France s'attendent à ce que leurs activités d'investissement augmentent, soit un chiffre similaire à la moyenne de l'UE (34 %).
- 25 % des entreprises en France s'attendent à ce que leurs activités d'investissement baissent, encore une fois un chiffre similaire à la moyenne de l'UE (26 %). En France, la baisse est plus forte pour le secteur de la construction que pour l'industrie manufacturière et le secteur des services.
- Le solde net d'investissement pour 2016 s'établit donc à 10 %, proche de la moyenne de l'UE de 8 %.

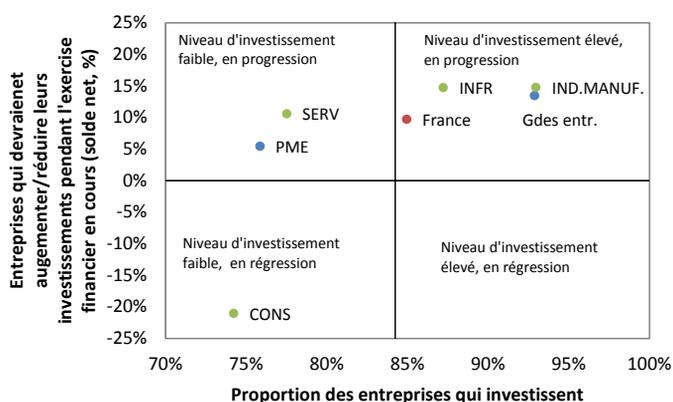
Investissements attendus au cours de l'actuel exercice financier par rapport au dernier exercice



Échantillon : toutes les entreprises.

Les données sont tirées de réponses à deux questions : il a été demandé aux entreprises qui avaient investi au cours du dernier exercice financier si elles comptaient investir davantage, un montant semblable ou moins que l'année précédente ; il a été demandé aux entreprises qui n'avaient pas investi au cours du dernier exercice financier si elles avaient déjà investi ou si elles comptaient investir pendant l'exercice en cours.

Cycle d'investissement



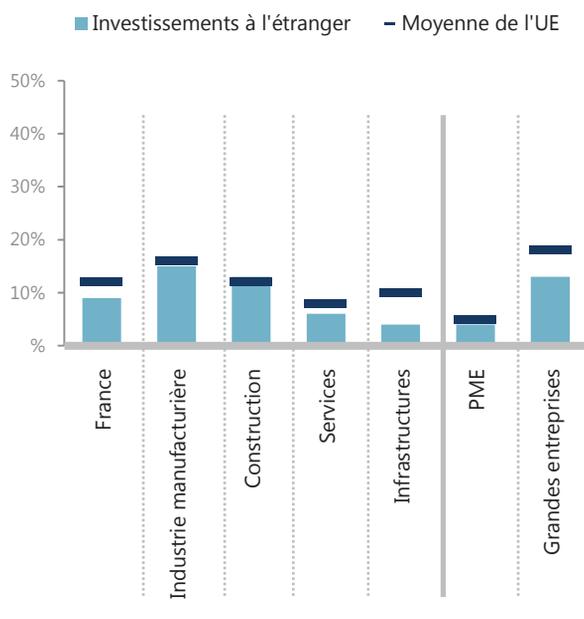
Échantillon : toutes les entreprises.
La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR.

- Dans le cycle d'investissement, la plupart des entreprises en France sont placées dans le quadrant « Niveau d'investissement élevé, en progression ».
- La construction est le seul secteur dans lequel la part des entreprises qui s'attendent à diminuer leurs activités d'investissement est supérieure à la proportion des entreprises qui s'attendent à une progression.
- D'ailleurs, il s'agit aussi du secteur qui affiche la proportion la plus faible d'entreprises ayant investi en 2015.
- Cette constatation témoignant d'une faible activité dans le secteur de la construction correspond aux données macroéconomiques sur l'investissement.

ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

- Comme dans le reste de l'UE, les investissements dans les machines et les équipements représentent la majeure partie (46 %) de l'activité d'investissement des entreprises en France.
- Comparées à leurs homologues de l'UE, les entreprises en France ont tendance à consacrer une part plus importante de leurs investissements aux actifs incorporels, notamment à la formation des employés (17 % de l'investissement en France contre 11 % à l'échelle de l'UE).
- Toutefois, par rapport aux entreprises de l'ensemble de l'UE, les entreprises en France ont tendance à allouer une part plus faible de leurs investissements aux terrains, bâtiments commerciaux et infrastructures (11 % contre 15 %).

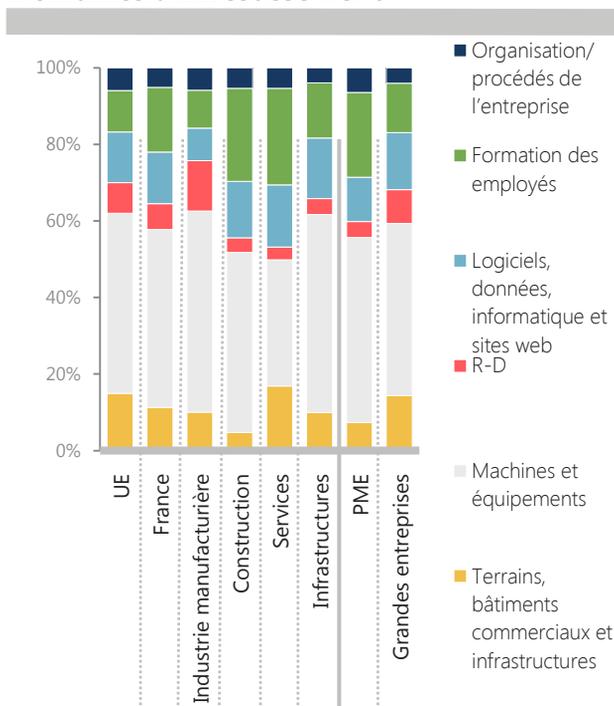
Investissements à l'étranger



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise a-t-elle investi dans un autre pays ?

Domaines d'investissement



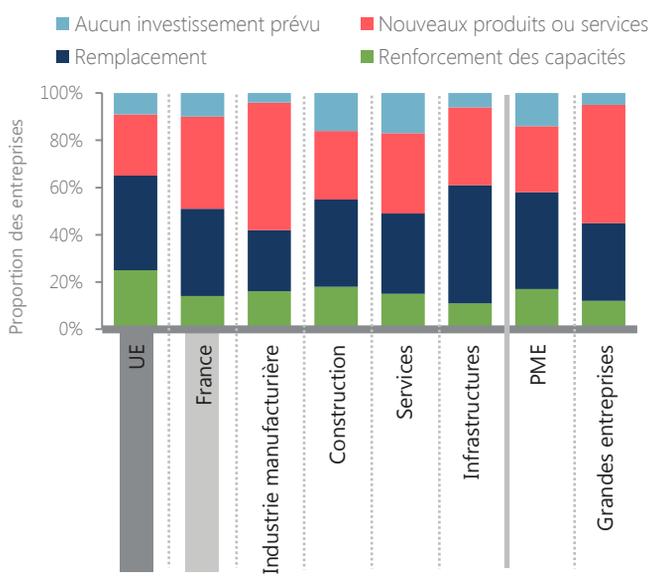
Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

- Seuls 9 % des entreprises ont investi dans un autre pays en 2015, ce qui est similaire à la moyenne de l'UE de 12 %.
- Ce chiffre est particulièrement bas pour les infrastructures, secteur dans lequel 4 % des entreprises ont investi à l'étranger, tandis que la moyenne de l'UE est à 10 %.
- De plus, 13 % des grandes entreprises en France ont investi à l'étranger, alors qu'elles étaient en moyenne 18 % à le faire dans l'UE.

- Plus de la moitié des dépenses d'investissement sont encore effectuées à des fins de remplacement, tandis que les dépenses destinées à renforcer les capacités sont limitées, dans un contexte de faible rentabilité et d'endettement relativement élevé des entreprises en France.
- En 2015, la plupart des investissements (56 %) ont été consacrés au remplacement de bâtiments, de machines, d'équipements et d'installations informatiques existants, soit un chiffre similaire au taux de 53 % pour l'UE dans son ensemble.
- La proportion des investissements destinée au renforcement des capacités est très faible, à 18 %. Il s'agit du deuxième taux le plus bas de l'UE, après l'Estonie. La différence avec le reste de l'UE est particulièrement marquée pour les services.

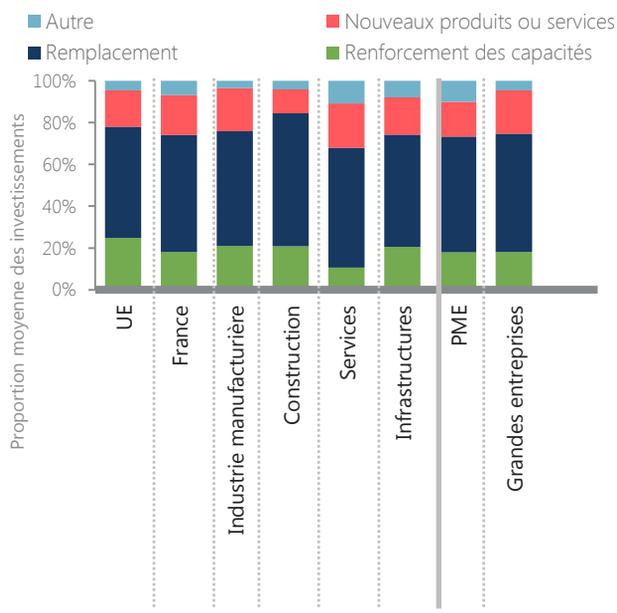
Futures priorités d'investissement



Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement parmi les propositions suivantes : a) le remplacement de bâtiments, de machines, d'équipements et d'installations informatiques existants ; b) le renforcement de vos capacités pour des produits ou des services existants ; c) le développement ou l'introduction de nouveaux produits, procédés ou services ?

Finalité de l'investissement au cours du dernier exercice financier



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

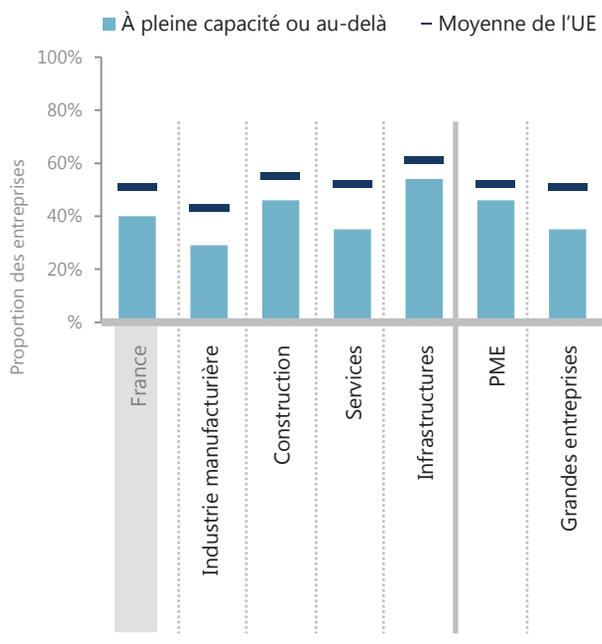
Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de bâtiments, de machines, d'équipements et d'installations informatiques existants ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) au développement ou à l'introduction de nouveaux produits, procédés ou services ?

- L'investissement dans de nouveaux produits et services arrive en tête des priorités citées pour l'avenir.
- 39 % des entreprises indiquent que le développement ou l'introduction de nouveaux produits, procédés ou services constituent leur première priorité d'investissement pour les trois prochaines années. Il s'agit du pourcentage le plus élevé de l'UE, où la moyenne s'établit à 26 %.
- Seuls 14 % des entreprises en France déclarent que le renforcement de leurs capacités pour des produits ou services existants constitue leur priorité. Il s'agit du chiffre le plus bas de l'UE, où la moyenne s'établit à 25 %.

BESOINS D'INVESTISSEMENT

- Au total, 78 % des entreprises en France estiment avoir à peu près investi un montant approprié au cours des trois dernières années, ce qui correspond à la moyenne de l'UE.
- 17 % des entreprises en France indiquent avoir investi trop peu, soit un chiffre similaire à la moyenne de l'UE de 15 %.
- 4 % uniquement déclarent avoir trop investi, ce qui est encore une fois semblable à la moyenne de l'UE de 3 %.
- Ces constatations sont homogènes pour les entreprises de tailles et de secteurs différents en France.

Proportion des entreprises fonctionnant à pleine capacité ou au-delà

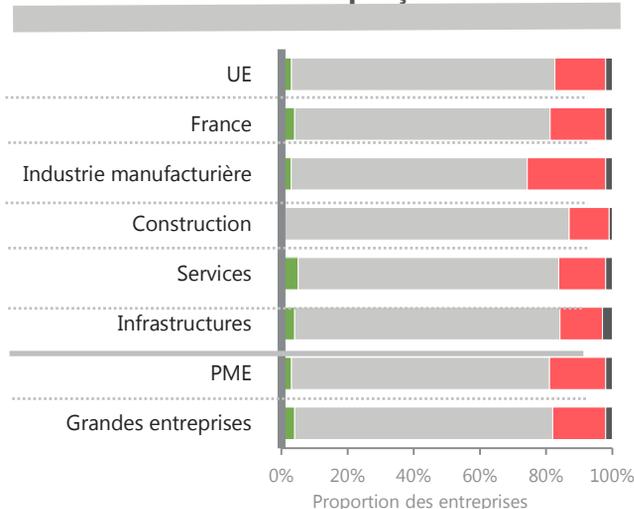


Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte dans des conditions normales, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

Déficit d'investissement perçu



- Investissement trop important
- À peu près le montant correct
- Investissement trop faible
- Ne sait pas/a refusé de répondre

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans).

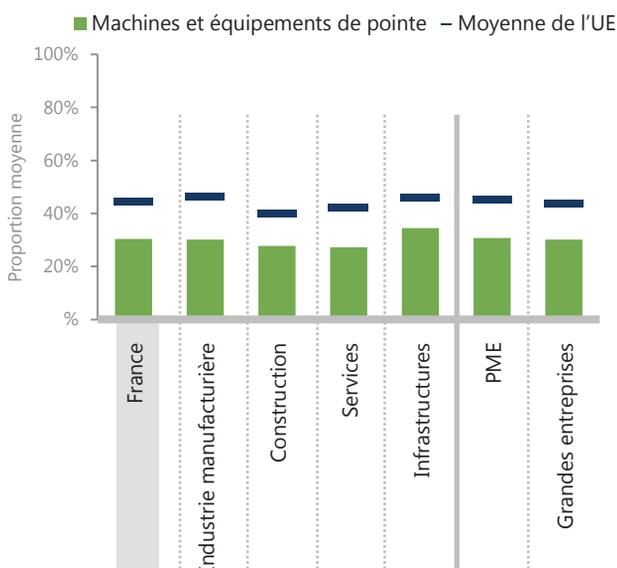
Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous qu'il était trop important, trop faible ou d'un montant à peu correct pour assurer la réussite de votre entreprise à l'avenir ?

- Seules deux entreprises sur cinq (40 %) déclarent fonctionner à pleine capacité ou au-delà de leurs capacités en 2015, ce qui est inférieur à la moyenne de l'UE de 51 %.
- La proportion relativement modeste d'entreprises fonctionnant au-delà de leurs capacités normales dans l'industrie manufacturière mérite d'être soulignée vu l'ampleur de leurs plans d'investissement.
- Comme dans le reste de l'UE, les entreprises en France fonctionnant à pleine capacité ou au-delà sont plus susceptibles de déclarer que le renforcement de leurs capacités compte parmi leurs priorités pour les trois prochaines années, tandis qu'elles sont moins susceptibles d'indiquer que l'introduction de nouveaux produits, procédés ou services constitue leur principale priorité d'investissement.

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement en 2016 – Synthèse par pays : France

- La proportion moyenne de machines et équipements détenus par des entreprises en France considérés comme étant de pointe est faible, s'établissant à 30 %, et inférieure à la moyenne de l'UE de 44 %.
- La France affiche la cinquième proportion la plus basse de l'UE, après la Bulgarie, la Pologne, le Royaume-Uni et la Lituanie.

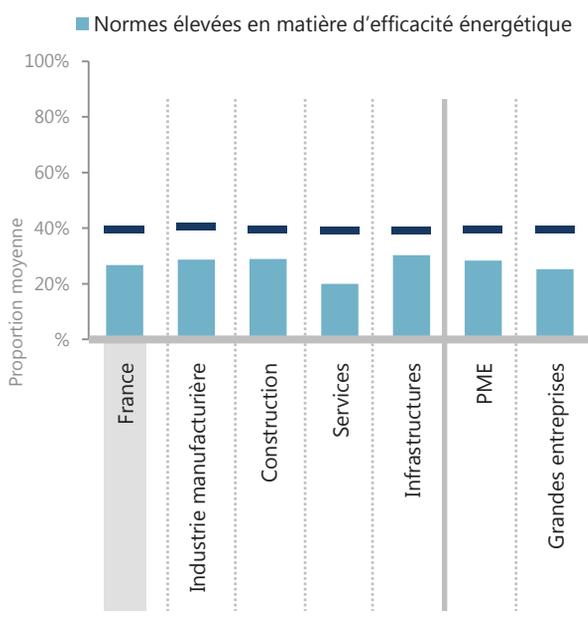
Proportion moyenne de machines et équipements de pointe



Échantillon : toutes les entreprises.

Q. Selon vous, quelle proportion de vos machines et équipements, TIC compris, est, le cas échéant, de pointe ?

Proportion moyenne du parc immobilier satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique



Échantillon : toutes les entreprises.

Q. Quelle proportion de votre parc immobilier commercial satisfait, le cas échéant, à des normes élevées ou aux normes les plus élevées en matière d'efficacité énergétique ?

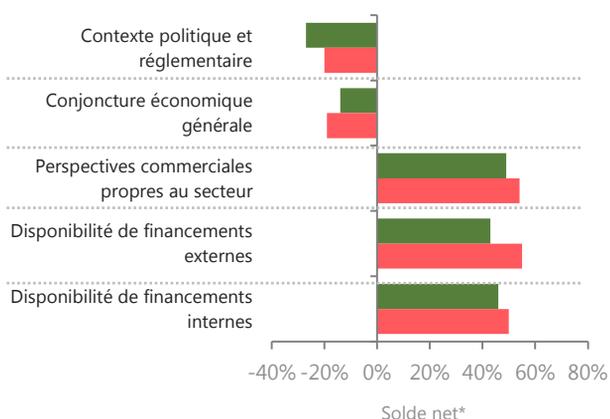
- Les entreprises en France déclarent qu'en moyenne, 27 % de leur parc immobilier satisfait à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique, tandis que la moyenne de l'UE s'élève à 40 %.
- La France enregistre la quatrième proportion la plus faible de l'UE, après la Lituanie, la Pologne et la Finlande.
- Pour les entreprises du secteur des services, la part du parc immobilier satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique est particulièrement faible (20 %) par rapport à la moyenne de l'UE de 39 %.

ACCÈS LIMITÉ À L'INVESTISSEMENT

- Le climat politique et réglementaire est perçu comme la principale entrave à l'investissement en 2016, comme dans l'ensemble de l'UE en moyenne, mais les effets négatifs sont plus importants en France.
- La conjoncture économique globale semble également constituer une entrave à l'investissement en France, tandis qu'elle est généralement considérée comme favorable dans l'ensemble de l'UE.
- Les perspectives commerciales propres aux secteurs et la disponibilité de financements internes et externes sont considérés comme clairement favorables, en France comme dans l'UE.

Influences à court terme en fonction de la performance en matière d'investissement

- Entreprises qui ont suffisamment investi
- Entreprises qui ont trop peu investi

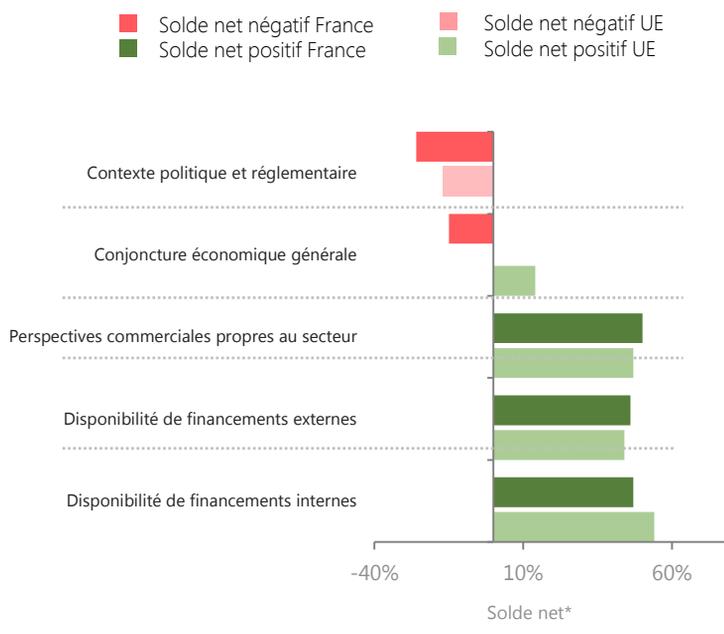


Échantillon : toutes les entreprises qui ont prévu d'investir pendant l'exercice financier en cours et qui ont investi trop, pas assez ou à peu près le montant correct au cours du dernier exercice (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas il y a trois ans).

Q. Comment chacun des éléments suivants influe-t-il sur votre capacité à mener à bien les investissements prévus ? A-t-il des répercussions positives ou négatives, ou ne change pas du tout la donne ?

* *Le solde net correspond à la proportion des entreprises qui notent des effets positifs moins la proportion de celles qui notent des effets négatifs.

Influences à court terme sur l'investissement



Échantillon : toutes les entreprises qui ont prévu d'investir pendant l'exercice financier en cours.

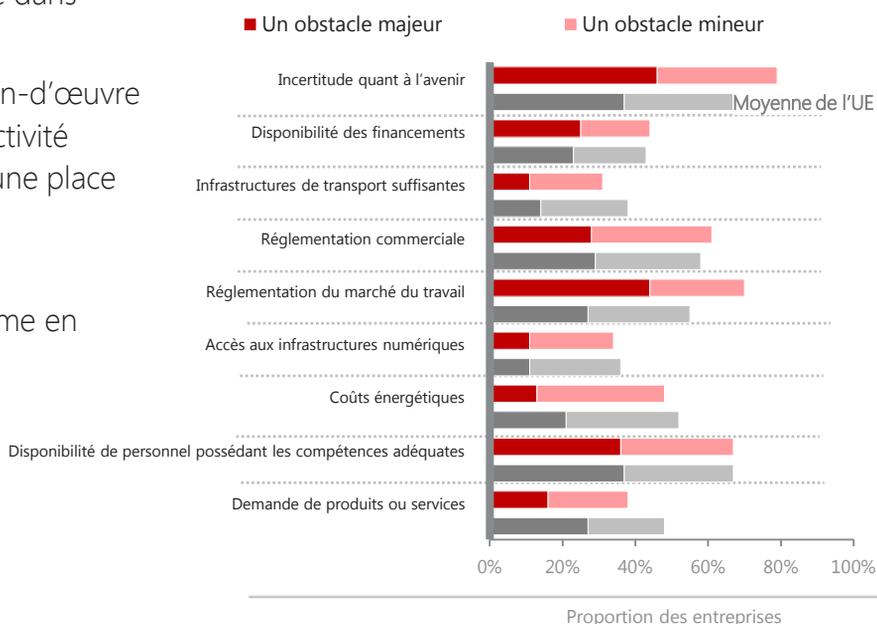
Q. Comment chacun des éléments suivants influe-t-il sur votre capacité à mener à bien les investissements prévus ? A-t-il des répercussions positives ou négatives, ou ne change pas du tout la donne ?

*Le solde net correspond à la proportion des entreprises qui notent des effets positifs moins la proportion de celles qui notent des effets négatifs.

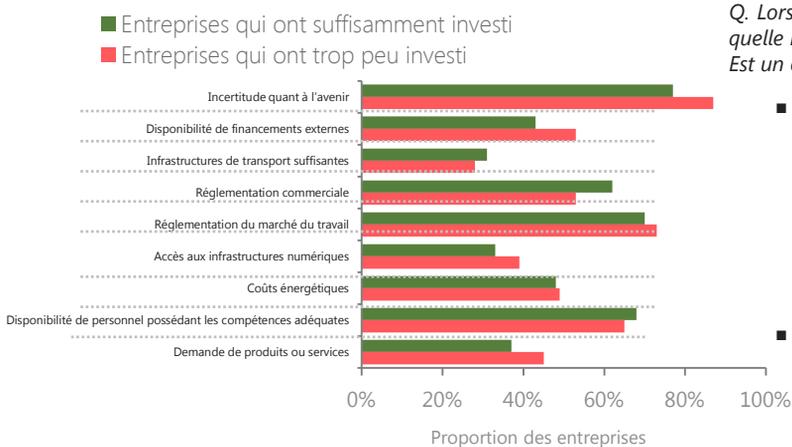
- La tendance est comparable lorsque l'on se penche sur les entreprises qui indiquent que leurs investissements sur les trois dernières années sont inférieurs à leurs besoins.

- L'incertitude face à l'avenir et la réglementation du marché du travail sont perçues comme les principales entraves à l'investissement sur le long terme pour les entreprises en France, bien plus que dans l'ensemble de l'UE.
- La disponibilité (insuffisante) de main-d'œuvre qualifiée et la réglementation de l'activité commerciale occupent également une place importante parmi les entraves à l'investissement en France.
- La tendance est globalement la même en France que dans l'ensemble de l'UE.

Entraves à l'investissement sur le long terme



Entraves sur le long terme en fonction de la performance en matière d'investissement



Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi trop, pas assez ou à peu près le montant correct au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas il y a trois ans) ; données fournies pour les entreprises ayant déclaré que chaque élément était un obstacle majeur ou mineur.

Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement en France, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

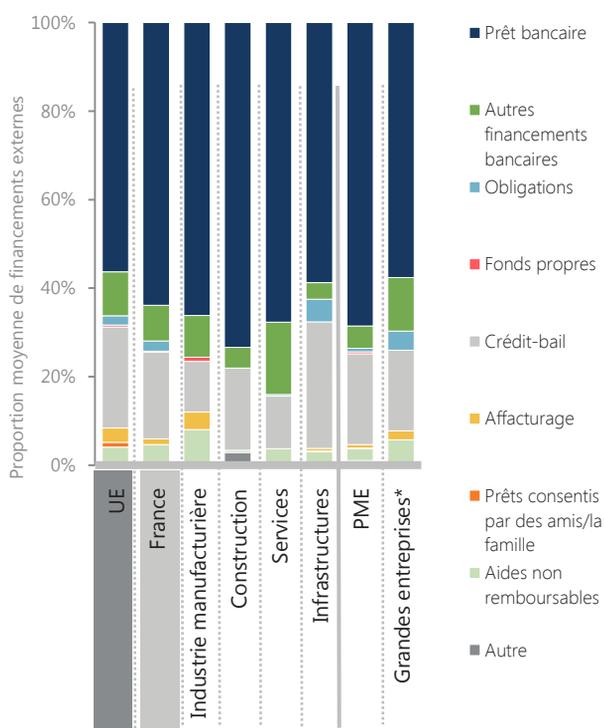
Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement en France, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

- Ces résultats se confirment lorsque l'on se penche sur les entreprises qui indiquent que leurs investissements sur les trois dernières années sont inférieurs à leurs besoins.
- Toutefois, l'incertitude face à l'avenir et la disponibilité de financements externes sont perçues comme des entraves plus importantes sur le long terme pour les entreprises signalant avoir investi trop peu (par rapport à celles qui estiment avoir investi suffisamment).

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

- Les entreprises font état de la proportion la plus élevée de financements externes au sein de l'UE (53 % en France ; moyenne de l'UE : 36 %) et de la proportion la plus faible de financements internes (44 % en France ; moyenne de l'UE : 60 %), dans un contexte de marges bénéficiaires faibles, qui peuvent freiner la capacité d'autofinancement.
- Les prêts bancaires sont la source de financement externe la plus courante, et les entreprises ont indiqué être satisfaites des conditions relatives aux financements externes.

Type de financement externe utilisé pour les activités d'investissement

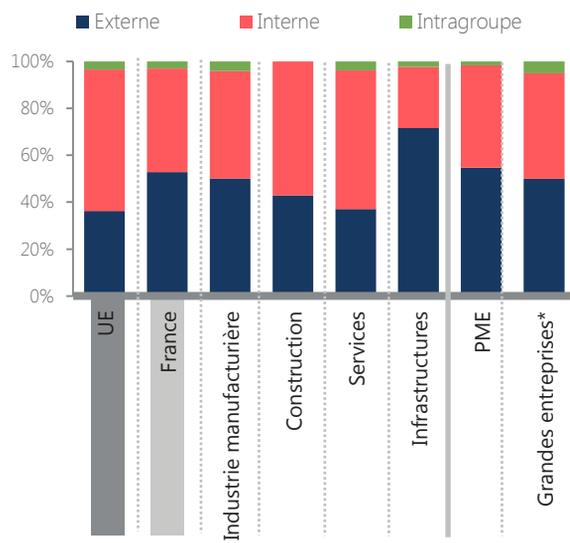


Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

* Attention : taille de l'échantillon très petite, inférieure à 30.

Q. Quelle proportion de votre financement externe représente approximativement chacune des sources suivantes ?

Sources du financement de l'investissement

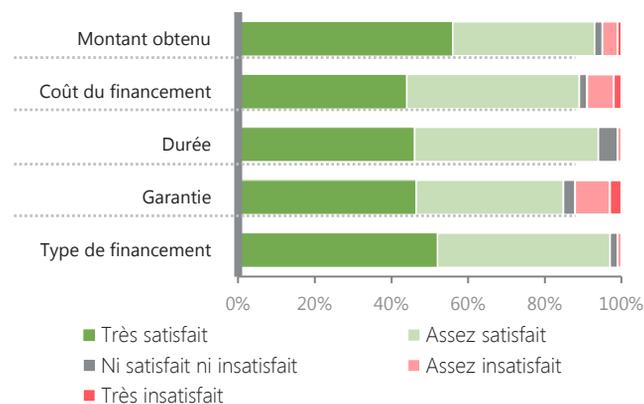


Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

* Attention : taille de l'échantillon très petite, inférieure à 30.

Q. Quelle est approximativement la proportion de votre investissement au cours du dernier exercice financée par chacune des sources suivantes ?

Degré de satisfaction quant aux financements externes

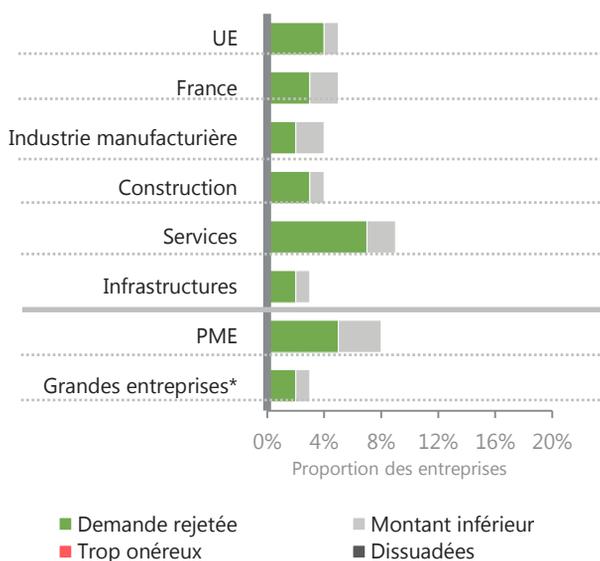


Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

- Il existe une corrélation positive entre le type de financement externe utilisé actuellement et celui que les entreprises souhaiteraient utiliser davantage. En d'autres termes, les entreprises en France veulent recourir davantage au type de financement externe qu'elles utilisent déjà, à savoir les prêts bancaires et, dans une moindre mesure, le crédit-bail.
- Les découverts bancaires constituent une exception notable, car les entreprises aimeraient avoir moins recours à ce type de financement externe.

Proportion d'entreprises ayant un accès limité aux financements

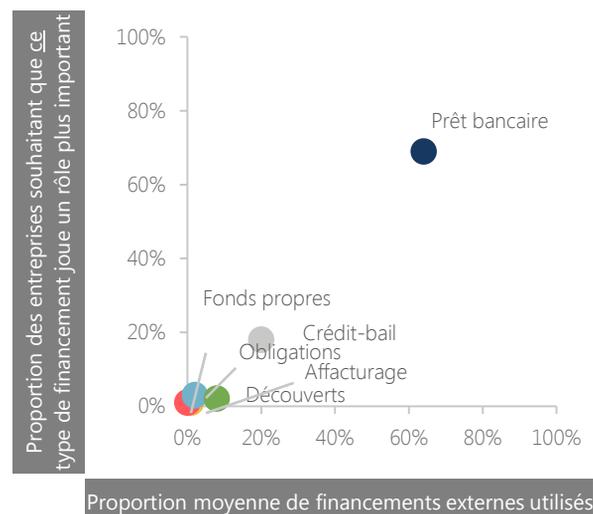


Échantillon : toutes les entreprises.

* Attention : taille de l'échantillon très petite, inférieure à 30.

Parmi les entreprises ayant un accès limité aux financements figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont recherché des financements externes mais ne les ont pas reçus (demande rejetée) et celles qui n'en n'ont pas recherchés car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Types de financements utilisés par rapport à ceux que les entreprises veulent utiliser davantage



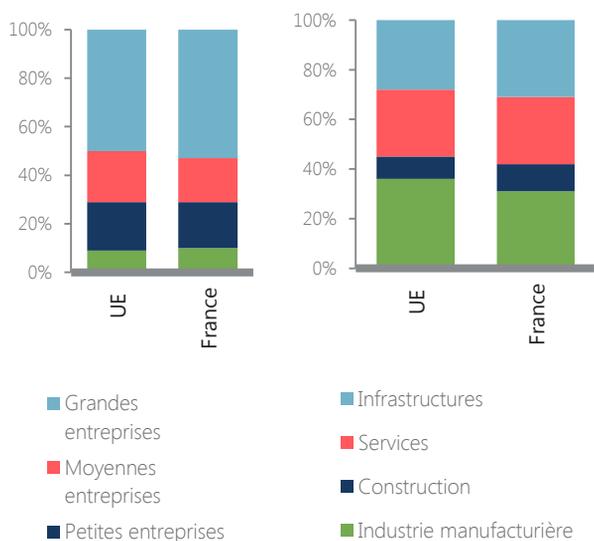
Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Les données sont tirées de réponses à deux questions : il a été demandé aux entreprises les types de financement externe qu'elles avaient utilisés au cours de l'exercice financier précédent, puis le type de financement externe qu'elles souhaiteraient voir jouer un rôle plus important dans les trois prochaines années.

- 5 % des entreprises en France estiment avoir un accès limité au crédit, ce qui est comparable à la moyenne de l'UE.
- La proportion d'entreprises ayant un accès limité au crédit en France est plus élevée dans les services (9 %) que dans les autres secteurs.
- Comme dans le reste de l'UE, les PME sont plus susceptibles d'indiquer avoir un accès limité aux financements que les grandes entreprises.

PROFIL DES ENTREPRISES

Contribution à la valeur ajoutée

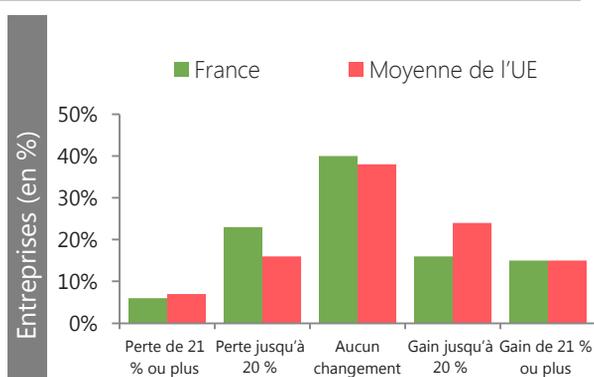


- Concernant la ventilation pondérée en fonction de la taille, les grandes entreprises représentent la proportion la plus élevée de valeur ajoutée (53 %), ce qui est comparable à la moyenne de l'UE de 50 %.
- La dynamique de l'emploi ces trois dernières années est moins favorable en France que dans l'ensemble de l'UE, car on dénombre dans le pays presque autant d'entreprises qui se sont contractées que d'entreprises qui se sont développées.
- Les entreprises en France ont tendance à être plus productives que la moyenne de l'UE, notamment les entreprises des secteurs des services et des infrastructures.

Échantillon: toutes les entreprises.

Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à une catégorie de taille et (ou) un secteur particulier dans la population d'entreprises prise en considération, c'est-à-dire toutes les entreprises d'au moins 5 employés actives dans les secteurs couverts par l'enquête. Microentreprises : 5 à 9 employés ; petites entreprises : 10 à 49 employés ; moyennes entreprises : 50 à 249 employés ; grandes entreprises : plus de 250.

Dynamique de l'emploi au cours des 3 dernières années

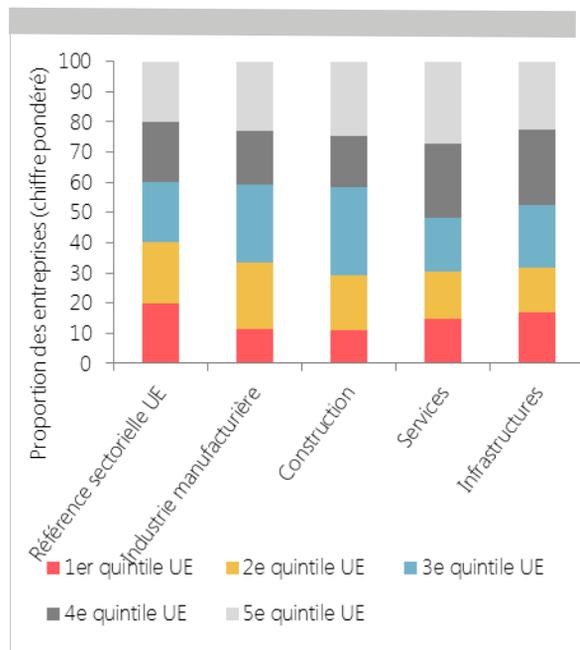


Évolution de l'emploi (en %) ces 3 dernières années

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont omis de répondre).

Q. Concernant le nombre de personnes employées par votre société, quelle a été son évolution ces trois dernières années ?

Ventilation des entreprises par niveau de productivité

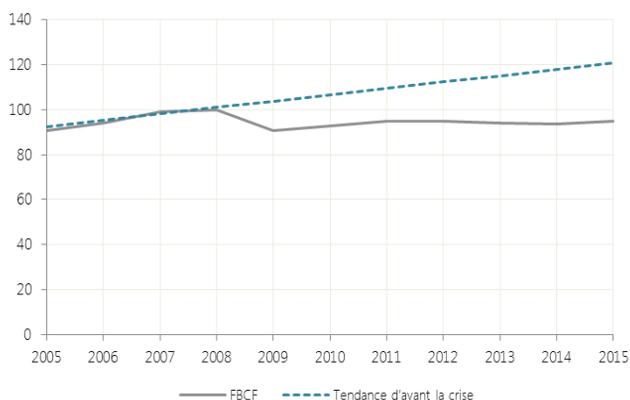


Proportion d'entreprises en fonction du niveau de productivité (productivité totale des facteurs).

Les niveaux de productivité sont propres à chaque secteur ; ils sont définis en fonction de la totalité de l'échantillon de l'UE (pour un secteur donné).

CONTEXTE D'INVESTISSEMENT MACROÉCONOMIQUE

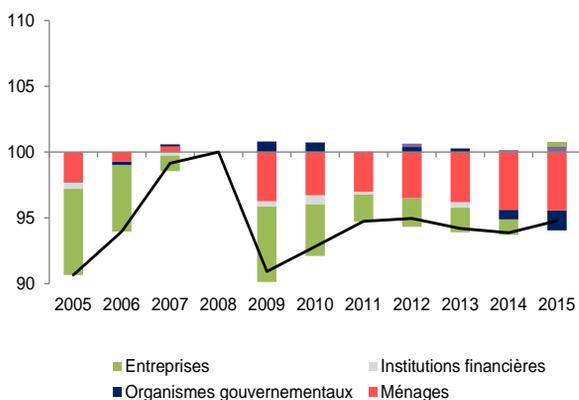
Dynamique d'investissement au fil du temps



Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par rapport à la tendance d'avant la crise (1996-2004). Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Source : Eurostat.

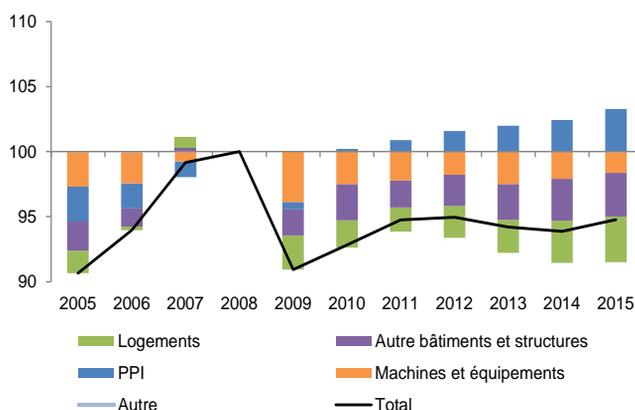
- En 2015, le niveau d'investissement est toujours inférieur d'environ 5 % à celui de 2008.
- L'investissement est resté relativement soutenu pendant la crise, mais on note un déficit d'investissement important par rapport à la tendance d'avant la crise.
- Le secteur des ménages et les investissements dans les « autres bâtiments et structures » et les « logements » sont les plus à la traîne par rapport à 2008.

Dynamique d'investissement par secteur institutionnel



Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par secteur institutionnel. Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Source : Eurostat.

Dynamique d'investissement par classe d'actifs



Le graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par classe d'actifs. Les données ont été indexées pour être égales à 100 en 2008. Source : Eurostat.

ENQUÊTE EIBIS 2016 – DÉTAILS TECHNIQUES SPÉCIFIQUES AU PAYS

Les données finales sont calculées en fonction d'un échantillon et non pour l'ensemble de la population d'entreprises en France. Les pourcentages obtenus sont soumis aux intervalles de tolérance de l'échantillonnage. Ces derniers varient en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage concerné.

Intervalles de tolérance approximatifs applicables aux pourcentages se situant au niveau indiqué ou s'en rapprochant

	UE	France	Ind. manuf.	Const.	Services	Infrastr.	PME	Gdes entr.	UE contre Pays	Ind. manuf. contre Const.	PME contre Gdes entr.
	(12 483)	(602)	(190)	(115)	(132)	(164)	(504)	(98)	(12 483 contre 602)	(190 contre 115)	(504 contre 98)
10 % ou 90 %	1,0 %	3,0 %	5,0 %	6,7 %	6,3 %	5,5 %	2,3 %	5,2 %	3,1 %	8,4 %	5,7 %
30 % ou 70 %	1,5 %	4,5 %	7,6 %	10,3 %	9,7 %	8,5 %	3,6 %	8,0 %	4,8 %	12,8 %	8,7 %
50 %	1,7 %	5,0 %	8,3 %	11,2 %	10,5 %	9,2 %	3,9 %	8,7 %	5,2 %	13,9 %	9,5 %

Glossaire

Investissement	Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures.
Cycle d'investissement	Il est déterminé en se basant sur les investissements attendus pendant l'exercice financier en cours par rapport à ceux du dernier exercice, ainsi que sur le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont supérieurs à 500 EUR par employé.
Productivité	La productivité totale des facteurs mesure l'efficacité avec laquelle une entreprise convertit les moyens qu'elle engage (capital et main-d'œuvre) en résultat (valeur ajoutée). Elle est estimée par une régression par secteur (avec des indicateurs pour chaque pays).
Industrie manufacturière	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe C (Industrie manufacturière).
Secteur de la construction	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe F (construction).
Secteur des services	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe G (commerce de gros et de détail) et du groupe I (hébergement et restauration).
Secteur des infrastructures	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe D et E (services collectifs), du groupe H (transports et entreposage) et du groupe J (information et communication).
PME	Entreprises comptant entre 5 et 249 employés.
Grandes entreprises	Entreprises comptant au moins 250 employés.

ENQUÊTE EIBIS 2016 – DÉTAILS TECHNIQUES SPÉCIFIQUES AU PAYS

Tailles des échantillons de sondage

Définition de l'échantillon et référence des pages	UE	France	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises
Toutes les entreprises, p. 3, p. 6, p. 7, p. 9, p. 11, p. 12, p. 13.	12 483	602	190	115	132	164	504	98
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 2.	11 838	584	185	113	127	158	488	96
Toutes les entreprises (sauf celles qui n'ont prévu aucun investissement, ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 5.	12 159	591	189	113	129	159	495	96
Toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans), p. 6.	12 453	599	190	114	130	164	501	98
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont omis de répondre), p. 13.	12 162	585	180	114	129	161	492	93
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier, p. 2.	12 281	596	188	115	131	161	499	97
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier, p. 4.	10 881	528	173	98	114	142	433	95
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 4.	10 060	487	161	86	106	133	398	89
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 5.	9 682	476	159	86	101	129	386	90
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 10.	9 093	373	110	74	85	103	335	38
Toutes les entreprises qui ont prévu d'investir pendant l'exercice financier en cours et qui ont investi trop, pas assez ou à peu près le montant correct au cours du dernier exercice (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas il y a trois ans), p. 8.	10 536	509	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 10, p. 11.	4 344	242	78	44	41	78	216	26

Arrondis des pourcentages

Les pourcentages dont la valeur est inférieure à 0,5 mais supérieure à zéro ne sont pas représentés dans les graphiques.



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Département Analyses économiques

 economics@bei.org

www.bei.org/economics

Bureau d'information

 +352 4379-22000

 +352 4379-62000

 info@bei.org

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

 +352 4379-1

 +352 437704

www.bei.org

